



L'Union Européenne et la Mission d'Observation Electorale de l'Organisation des États Américains (MOE-OEA) en Haiti appellent tous les acteurs politiques à trouver un consensus afin de permettre la conclusion au plus vite du processus électoral.

Cet appel de ces deux entités internationales fait suite à la décision du Conseil Electoral Provisoire (CEP) de reporter sine die le second tour des élections présidentielles et des législatives partielles prévu le 24 janvier pour des prétendues raisons de sécurité.

“Un nouveau calendrier électoral doit être arrêté rapidement afin de garantir l'ordre constitutionnel et la continuité de l'Etat et permettre aux électeurs haïtiens d'exercer pleinement leur droits politiques” déclare l'UE.

De nombreuses voix de la population s'étaient soulevées contre l'organisation de ces joutes le 24 janvier prochain réclamant d'abord la mise en application de toutes les recommandations de la Commission d'Evaluation Electorale independante(CEEI) , mais le pouvoir n'a jamais voulu y renoncer.

Cette semaine, plusieurs cas de violences ont été enregistrées lors des deux journées de

Écrit par HPN

Samedi, 23 Janvier 2016 15:23

manifestations et plusieurs bureaux electoraux ont été incendiés dans differentes villes du pays.